

Source :

Le Soir, site : 25.04.26, online

Soutenir les groupes vulnérables dans la crise énergétique : le travail n'est pas terminé !



Cette semaine, le gouvernement Arizona s'est mis d'accord concernant un paquet d'aide aux ménages pour traverser la crise énergétique.

Face à la hausse des prix de l'énergie engendrée par la guerre au Moyen-Orient, le Gouvernement fédéral vient de décider de débloquer un budget de 80 millions d'euros pour venir en aide aux ménages. La plus grande part de ce budget est consacrée au soutien des déplacements domicile-travail, et 15 millions d'euros sont prévus pour renforcer le Fonds social chauffage, et le Fonds Gaz et Électricité. Il y a deux semaines, le Service interfédéral de lutte contre la pauvreté a remis au gouvernement fédéral un avis concernant d'éventuelles mesures de soutien. Bien que limité en budget et dans le temps (3 mois), le renforcement des deux fonds est une bonne chose. En même temps, il est important de souligner que certains points d'attention doivent être pris en compte lors de la mise en œuvre de ces mesures, mais aussi que le travail sur des mesures structurelles doit être poursuivi en vue de soutenir les groupes vulnérables dans la transition énergétique.

Tout d'abord, nous devons être particulièrement attentifs à la problématique du non-recours aux droits : les personnes en situation de précarité ne bénéficient souvent pas des mesures de soutien prévues, car elles ne disposent, par exemple, pas des informations nécessaires ou en raison de procédures trop complexes. C'est, notamment, le cas pour le Fonds Social Chauffage qui n'est pas octroyé de manière automatique – les citoyens doivent se rendre au CPAS – et pour lequel le non-recours est très élevé. Il est donc essentiel de communiquer les informations relatives aux aides fédérales de manière suffisante, claire et adaptée, avec la possibilité d'un contact accessible (téléphone, guichet physique, etc.). Pour atteindre ces publics vulnérables, il

est aussi crucial de prendre contact de manière proactive et de multiplier les supports et canaux de communication, en veillant à employer aussi des moyens non numériques accessibles.

Ensuite, nous tenons à souligner que cette crise de l'énergie ajoute une couche supplémentaire à la problématique à laquelle les ménages à faibles revenus sont constamment confrontés. Ils savent mieux que quiconque ce que signifie « faire des économies d'énergie » parce qu'ils y sont souvent contraints pour pouvoir payer leurs factures. Nous connaissons des ménages qui, pour cette raison, vivent dans le froid et tentent de s'en sortir avec un minimum de chauffage, mais dans des conditions qui sont tout sauf compatibles avec une vie conforme à la dignité humaine. Ils ne disposent pas des ressources ni des possibilités de préfinancement nécessaires pour accéder à un logement durable et pour investir dans des travaux de rénovation et des appareils économes en énergie. Dans notre société, les inégalités à cet égard sont particulièrement importantes.

Nous avons donc – outre des mesures urgentes pour aider les gens à faire face aux prix élevés de l'énergie – besoin de mesures structurelles et de budgets supplémentaires pour pouvoir soutenir de façon massive les ménages à faible revenu, avec une attention particulière pour les locataires.

Un Plan social pour le climat est en cours d'élaboration afin d'aider, avec les ressources du Fonds social européen pour le climat, les ménages vulnérables et les micro-entreprises à faire face à l'impact de l'ETS2 dans les années à venir (avec la répercussion d'un prix du carbone dans les coûts de l'énergie et du transport, et donc des coûts plus élevés). La Belgique doit encore soumettre son plan à la Commission européenne. La réflexion menée dans le cadre de ce plan, ainsi que les propositions des différentes parties prenantes pourraient servir à l'élaboration des mesures nécessaires. Mais d'autres fonds pourraient également être mobilisés : pensons, notamment, aux fonds d'investissement existants au niveau fédéral et au niveau des régions. N'y trouverait-on pas les moyens pour soutenir massivement les ménages vulnérables, via le préfinancement, des systèmes de tiers payant, ou encore un accompagnement technique et social ?

En d'autres termes, il reste encore beaucoup de travail aux différents gouvernements pour prendre les mesures nécessaires afin d'atteindre une transition énergétique qui soit réellement juste.

Henk Van *Hootegem* et Vincent Lorge sont respectivement coordinateur et coordinateur adjoint du Service interfédéral de lutte contre la pauvreté (www.luttepauvrete.be).